

2017



EDITORIAL

Il vaut mieux faire abstraction de Winkelried



La bataille de Sempach s'est déroulée il y a longtemps, mais il m'arrive encore de rencontrer des entreprises pour qui Winkelried est un exemple à suivre. Cela peut paraître patriotique mais, comme le montre l'histoire, l'issue est malheureusement fatale. Je parle en l'occurrence des sociétés informatiques qui cherchent à résoudre seules des problèmes de réglementation. Et qui échouent.

De nos jours, traiter avec les politiques ou l'administration est une rude affaire, que l'on ne maîtrise pas simplement en comptant parmi ses relations personnelles une conseillère cantonale ou en engageant une agence qui dispose d'un «bon réseau». Il n'y a aucune honte à avouer que l'on ne peut pas empêcher seul qu'une mauvaise loi soit adoptée ou faire en sorte qu'une mauvaise ordonnance soit révisée. Il appartient à une entreprise de viser la réussite commerciale, mais changer les conditions cadres relève d'une action collective. Et donc dans le cadre d'une association.

En 2017, de plus en plus de prestataires informatiques l'ont perçu et ont rejoint la famille Swico. Nous avons dépassé la barre des 500 adhérents. Le succès que nous rencontrons auprès des start-ups est particulièrement réjouissant: elles sont déjà une trentaine à être officiellement membres et bien plus devraient le devenir, car nous sommes en contact avec un nombre de créateurs d'entreprises ou d'entreprises en création qui est dix fois plus élevé.

Pour améliorer notre compréhension de cette communauté au sein de nos comités, notre séminaire annuel s'est tenu chez notre partenaire, l'Institut pour les jeunes entreprises (IFJ). Nous avons participé à des pitches et l'enthousiasme des créateurs d'entreprises nous a gagné. Cette manifestation s'est achevée par d'intenses échanges d'idées et de cartes de visite encourageant le réseautage. Il a été plaisant de voir les start-ups s'adresser avec confiance aux représentants de grandes entreprises qui, d'ailleurs, leurs ont manifesté en retour un intérêt qui était presque encore plus marqué. Il est clair que toutes les créations d'entreprises ne disposent du même potentiel.

Mais il est important que la Suisse reste attractive pour toutes les entreprises et propice au développement. C'est un but primordial de notre activité en matière de relations publiques. Ainsi, nous prenons pour cible les nombreuses dispositions hostiles aux prestataires qui sont contenues dans la législation du travail, le droit fiscal, la loi sur les étrangers et dans les télécommunications et, comme on peut le lire dans le présent rapport de gestion, il nous arrive de toucher la cible. Swico ne se prend pas pour Winkelried mais forme au contraire un réseau avec d'autres associations et acteurs politiques pour que son action soit d'autant plus percutante.

Andreas Knöpfli
Président

Lutter contre les cyberrisques, les verrouillages du réseau et le manque de personnel qualifié

En tant qu'association économique, nous nous engageons bien entendu en faveur d'un ordre économique libéral. Cependant, il s'avère de plus en plus ambitieux de remplir ce mandat clairement défini. D'une part, la réglementation est globalement plus dense, les parties prenantes, les représentants des groupes d'intérêt et les ONG attendant des avantages des nouvelles dispositions. D'autre part, les dossiers politiques sont de plus en plus complexes. Swico fait face à cette pression croissante grâce à son expertise et ses ressources. En 2017, nous avons suivi de près tous les dossiers importants et fourni les bons arguments au bon moment.

Cybersecurity ABC

En 2017, la cybersécurité et la lutte contre la cybercriminalité ont constitué des priorités de l'agenda de la Commission européenne. En effet, la cybersécurité a été le thème central du discours sur la situation de l'Union prononcé en septembre 2017 par M. Juncker, Président de la Commission. Parallèlement, le Conseil fédéral a aussi chargé, en 2017, les services compétents d'élaborer une nouvelle stratégie pour protéger la Suisse des cyberrisques (NCS) durant la période 2018-2022. Ce projet a été présenté au préalable à Swico ainsi qu'à d'autres organisations, associations et experts importants en leur demandant de prendre position pour vérifier le contenu du projet et soutenir activement cette stratégie. Pour Swico, l'idée fondamentale est qu'une stratégie est inopérante si elle ne parvient pas à rassembler les compétences spécialisées nécessaires à sa mise en œuvre. Il faut bien constater, d'une part, l'accumulation d'événements qui ont eu lieu en Suisse, allant jusqu'à des cyberattaques sur des serveurs de l'administration fédérale. D'autre part, il faut bien voir qu'il existe une compréhension insuffisante de ce que sont les cyberrisques parmi la population et, en (grande) partie, les milieux économiques. Il est urgent de prendre des mesures en matière de cybersécurité. Swico participe, pour cette raison, au groupe de travail correspondant d'économiesuisse. Swico exige en priorité et aussi rapidement que possible:

- une prise de conscience de la problématique de la cybersécurité dans les entreprises et le public
- l'examen et la délimitation des interfaces et des compétences entre l'Etat et l'économie privée
- l'introduction de normes de cybersécurité (comme exigences minimales) pour les entreprises, en particulier dans le secteur informatique.

Une première victoire contre les verrouillages de réseau

Le projet relatif à la nouvelle loi sur les jeux d'argent prévoit des verrouillages de l'Internet pour exclure l'accès à des offres étrangères de jeux en ligne. Depuis la

consultation de 2014, Swico se prononce résolument contre les verrouillages de l'Internet dans le débat public et les discussions avec des responsables politiques. Par ailleurs, Swico a eu la possibilité de présenter une proposition de compromis élaborée avec des partenaires alliés à la commission des affaires juridiques du Conseil national. La loi a été néanmoins approuvée à une large majorité lors du vote final de la session d'automne. Ensuite, une opposition à la loi sur les jeux d'argent s'est constituée, regroupant de jeunes partis ainsi que des parlementaires, des Verts à l'UDC, et a lancé le référendum qui aura bien lieu grâce aux quelques 60 000 signatures recueillies.



eID

Création de Swiss Data Alliance
Solution proposée eID
Relations publiques



Initiative contre l'immigration de masse et contingents Séjour de courte durée/Etats tiers

Engagement important de Swico
Forte présence dans les médias
Réussite: l'exigence de Swico est satisfaite



Verrouillages de réseau dans la loi sur les jeux d'argent

Lancement du référendum
Réussite: le référendum aura lieu

Le succès du lobbying en faveur de l'augmentation des contingents

Le retour aux contingents de l'année 2014, que Swico avait demandé à plusieurs reprises, a été appliqué par le Conseil fédéral. Le Conseil fédéral avait aussi considérablement réduit les contingents de permis de travail de courte durée (permis L) avec effet au 1^{er} janvier 2015. Il s'agit de permis de travail d'une durée maximale de 12 mois. Ces permis revêtent précisément une grande importance pour les prestataires informatiques, cette durée correspond en effet à la durée-type nécessaire pour les spécialistes dans le cas des projets TIC. Après la réduction, le niveau des contingents, surtout pour les prestataires de services venant de l'UE/AELE, était absolument insuffisant. Swico avait pris résolument position vis-à-vis de la Confédération et auprès de l'Union patro-

nale suisse en faveur d'une augmentation et a maintenu cette position en 2017. La situation s'était encore aggravée durant l'année 2017; avant même la fin du mois de mai, les contingents pour le deuxième trimestre 2017 étaient déjà totalement épuisés. Le Conseil fédéral s'est finalement laissé convaincre par les arguments de Swico. Puisque les contingents s'épuisaient régulièrement très vite et qu'il fallait prendre en considération les intérêts économiques de la Suisse, le Conseil fédéral a décidé de rehausser les plafonds qui ne devront pas dépasser le niveau atteint en 2014.

Une protection des données adéquate sans «Swiss Finish»

L'avant-projet de la nouvelle loi sur la protection des données soumis à consultation par le Conseil fédéral contient des contraintes administratives inutiles et des

obligations de déclaration et de notification qui le rendent inapplicable et qui sont surtout des freins à l'innovation. Il aurait un impact particulièrement négatif sur les PME, les micro-entreprises et les start-ups. Mi-septembre, le Conseil fédéral a adopté le message relatif à la révision de la loi sur la protection des données. Les revendications de l'économie y sont au moins partiellement prises en compte, les dispositions pénales limitées et le projet globalement atténué.

La LSCPT sera effectivement renforcée

Le Conseil fédéral a décidé que la nouvelle loi fédérale sur la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication (LSCPT) et les ordonnances d'exécution afférentes entreront en application le 1^{er} mars 2018. Swico s'était dès le départ opposée à cette loi excessive. Cependant, un projet de loi confus entre en application au printemps prochain. Des cas pratiques devront donc, au besoin, permettre de mettre la législation en œuvre. Un mode opératoire qui, du point de vue de la légalité constitutionnelle, est extrêmement inquiétant pour la Suisse.

La loi sur les marchés publics mal engagée

Le message du Conseil fédéral sur les marchés publics publié au printemps 2017 présente d'importantes lacunes. C'est notamment son manque de transparence, perçu par le public, qui a suscité l'indignation. Swico ne s'offusque pas uniquement d'un manque de transparence: la demande de modernisation des marchés publics, également à d'autres égards, n'est pas satisfaite par ce projet. En juin 2015 dans sa prise de position sur la révision de la loi fédérale sur les marchés publics, Swico a non seulement fait état de certaines lacunes mais a aussi présenté des propositions d'amélioration.

Le message n'en tient pas compte et l'occasion a été manquée d'éradiquer les causes de la problématique des marchés publics. Swico a donc rejeté résolument le projet de loi et continuera de s'engager pour une amélioration significative des bases juridiques et de la transparence des marchés publics. ■



Enregistrement moderne de la durée du travail

Participation à l'Alliance réflexion suisse
Relations publiques



Opposition à l'obligation de recyclage imposée par l'Etat

Engagement intense de Swico
Collaboration entre les systèmes et les parties prenantes



Cybersécurité

Prise de position de Swico sur la stratégie nationale
Publicité importante en faveur de Swico dans la branche

Prises de position 2017

Février

- Circulaire FINMA Outsourcing - banques et assureurs

Avril

- Plan d'études cadre incluant l'informatique comme matière obligatoire au lycée
- Révision totale de la loi sur la protection des données

Mai

- Révision partielle de l'ordonnance sur les produits chimiques
- Loi fédérale sur les moyens d'identification électronique reconnus (loi e-ID)

Juin

- Test numérique
- Fixation des plafonds pour l'année 2018
- Projet OSCPT

Septembre

- Ligne directrice pour la formation professionnelle horizon 2030
- Projet de stratégie nationale pour la protection contre les cyberrisques pour la période 2018-2022
- Dispositions d'exécution en vue de la modification de la loi sur les étrangers

Octobre

- Renouvellement tacite des contrats de service

En clair!

«La politique, c'est bon pour les politiciens et les fonctionnaires ! Je n'ai pas de temps à consacrer à cela. Je suis entrepreneur dans l'informatique et ma priorité est de faire du chiffre d'affaires et de dégager des bénéfices. Toutes ces gesticulations à Berne ne me concernent pas vraiment. D'accord, si la FINMA réglementait la sous-traitance pour mon client qui appartient au secteur financier, cela pourrait effectivement me concerner. Ou bien si la loi sur la protection des données était renforcée. Ce serait également insensé que je doive retirer du marché un matériel informatique à cause de la modification d'une ordonnance sur les produits chimiques qui s'avèrerait inopportune. Ou si le modèle d'entreprise de mon principal client devait être compromis par l'interdiction de la prolongation tacite des contrats. En ce moment, j'espère simplement que l'ordonnance relative à la loi sur la surveillance ne va pas me mettre sur le dos des procédures judiciaires coûteuses. Ou que les verrouillages du réseau ne vont pas perturber les flux de données internationaux.

Comment se fait-il qu'il n'existe pas de test numérique pour éviter les obstacles inutiles pour les entreprises innovantes? Si l'Etat souhaite intervenir, qu'il améliore

donc la protection des TIC en général, par exemple en adoptant une stratégie nationale en matière de cyberrisques. Pour développer notre activité, il faudrait enfin instituer une identification électronique reconnue. Et ce serait bien de veiller à ce que nous puissions recruter suffisamment de personnel spécialisé par exemple en augmentant les contingents de travailleurs étrangers et à long terme grâce au plan d'études 21 qui rendrait obligatoire l'enseignement de l'informatique au lycée. Mais en fait, rien ne bouge à Berne en ce qui concerne les technologies de l'information.»

Voici le monologue intérieur d'un entrepreneur du secteur informatique qui veut aller de l'avant. Le lecteur attentif l'aura d'ailleurs deviné: il se passe à Berne beaucoup de choses importantes également sur le plan commercial pour les sociétés informatiques, et l'éventail des thématiques s'élargit de plus en plus. Pour nous, le défi à relever est de faire entendre la voix du secteur des TIC à Berne. La Confédération a demandé en 2017 l'avis des milieux économiques sur tous les concepts indiqués ci-dessus en italique et Swico a présenté une prise de position fondée. A lire: swico.ch > Actions > Prises de position

Une assistance pour s'orienter dans le labyrinthe juridique

Vous êtes nombreux à connaître cette situation: il faut faire face à un problème juridique sans connaître avec certitude la réponse à donner. Plutôt que de vous laisser guider par votre intuition ou le hasard, les juristes de Swico seront de bon conseil. En effet, en tant que membre de Swico, vous avez droit à une assistance juridique gratuite.

Marcel Vogel, qui est l'un des juristes de Swico, est votre premier interlocuteur en matière juridique. Il possède une longue expérience dans le conseil juridique. Il ne se contente pas d'examiner vos questions

individuelles; s'il est évident qu'une question est pertinente pour un grand nombre de nos membres, il présente les informations de manière détaillée dans une fiche technique ou de manière concise dans

l'une de nos nouvelles rubriques Swico. OnePage. Ces informations sont ensuite mises à la disposition de tous nos membres dans le Wiki des employeurs.

Marcel, comment procède-t-on lorsqu'on a besoin de ton conseil juridique?

C'est simple, on m'envoie un courriel ou on prend contact par téléphone. Généralement, les consultations par téléphone sont les plus efficaces et permettent de trouver immédiatement des solutions. Pour les demandes plus complexes, mon travail commence le plus souvent par la recherche des informations supplémentaires qui me sont nécessaires. Et puisque souvent, les profanes ne savent absolument pas de quoi il retourne, la règle est effectivement d'en savoir plus. Il m'importe donc d'avoir une vision d'ensemble du problème juridique. Car au bout du compte, nos propositions doivent être vraiment inattaquables.

Cela prend du temps. Et que se passe-t-il quand c'est très urgent?

Le temps nécessaire dépend du degré de complexité, même en cas d'urgence extrême. Mais il y a aussi des questions auxquelles on peut répondre rapidement. Nous recourons en outre à l'assistance d'avocats extérieurs si je ne suis pas disponible ou pour des questions particulièrement complexes. Le mieux est donc de nous appeler s'il y a urgence. Mes collègues savent qui peut vous aider.

Pour qui tes conseils sont-ils les plus adaptés?

En principe, pour tous les membres de Swico. En particulier les petites entreprises ou les start-ups, qui n'ont pas de service juridique ou qui ont des moyens financiers limités, ont volontiers recours à notre offre de prestations.

Autrement dit: les petites entités font des économies sur le dos des grandes?

Non, ce n'est pas exact. Premièrement, le conseil n'est pas gratuit de manière illimitée. Deuxièmement, si la question est pertinente pour un cercle élargi de personnes, je rassemble des informations supplémentaires pour tous les membres. C'est par exemple à la suite de la demande d'un membre que la fiche technique sur la loi relative aux travailleurs détachés a été



Marcel Vogel, juriste Swico, est chargé d'apporter à nos membres une assistance juridique.

rédigée. Parfois, nous nous rendons compte également que nous devons intervenir au niveau politique et nous lançons une motion. Cela profite à l'ensemble de nos membres.

Pas gratuitement de manière illimitée, dis-tu. Une offre qui est un produit d'appel alors?

Là aussi je réponds non. Dans de nombreux cas, la réponse à la question est trouvée rapidement et c'est tellement pratique de savoir qu'il suffit de décrocher le téléphone pour obtenir une réponse fiable, sans avoir immédiatement une facture à régler. Parfois, on sait d'emblée qu'on n'aura pas réglé l'affaire en une heure. Mais puisque j'ai déjà effectué une étude préalable, cela peut être intéressant dans certaines circonstances que je poursuive l'étude du dossier. Et nous facturons une prestation dans ce cas, bien sûr toujours en accord avec le membre concerné. Et les conditions sont vraiment très correctes.

Et là, tu peux nous citer un fait marquant?

En voilà un: dans le canton de Zurich, les entreprises sont normalement dispensées de contribuer au financement de la formation professionnelle si elles offrent une possibilité de formation assimilable à l'apprentissage. De manière surprenante, cette dispense a été refusée à un membre de Swico alors qu'il remplissait toutes les conditions requises. En fait, le motif était que l'apprenti concerné effectuait sa formation scolaire initiale en dehors du canton. Malgré le soutien que nous avons

apporté, l'office de la formation professionnelle campait sur une position formaliste. Sur le plan juridique, déposer un recours n'avait aucun sens et, par conséquent, l'assistance juridique de Swico a dû réduire les voiles, mais la section Public Affairs de Swico est alors montée au créneau: elle a convaincu certains conseillers cantonaux qu'il fallait une impulsion politique dans cette affaire pour amener les autorités à renoncer à cette pratique vraiment aberrante. L'issue n'est pas encore connue mais cette façon de procéder montre bien comment Swico travaille dans l'intérêt de ses membres. ■

Une approche pratique du droit: notre Wiki des employeurs précis et compact

Dans le Wiki des employeurs, nous proposons à nos membres des informations sur des questions et des thématiques générales liées au droit du travail qui concernent plus particulièrement la direction de l'entreprise. Les informations sont intégrées dans des références à des sources juridiques, des points de contact et des exemples de consultation concernant des thèmes actuels ayant trait au quotidien de l'entreprise sur le plan juridique ainsi que dans nos précieuses fiches techniques. En plus, nous avons conçu un nouveau format, Swico.OnePage, qui nous permet de traiter sur une seule page un sujet complexe en allant à l'essentiel.

Le nouveau programme Swico pour les start-ups

En collaboration avec l'Institut pour les jeunes entrepreneurs (IFJ), nous avons considérablement développé nos prestations pour les créateurs d'entreprises informatiques et notre offre dépasse la création d'entreprise à proprement parler. Nous avons trouvé avec l'IFJ un partenaire solide et réputé qui possède 28 ans d'expérience dans le soutien et l'accompagnement de la création d'entreprise.

Pour nous les créateurs d'entreprises ou les start-ups du secteur des TIC ne sont pas une source potentielle de savoir-faire ou un réservoir de talents dont on peut surtout tirer profit. Nous voyons bien plus en eux la génération à venir d'entreprises informatiques auxquelles nous devons donner un maximum de chances au démarrage, pour que l'économie suisse continue d'être prospère dans le secteur informatique. En règle générale, les nouvelles entreprises informatiques doivent faire face aux exigences suivantes:

- un environnement réglementaire complexe, notamment l'enregistrement de la durée de travail, le traitement fiscal et les permis de travail
- des prestations de service qui ont un coût élevé et dont elles sont tributaires même si elles ne savent pas encore les exploiter correctement
- l'absence de réseau dans l'environnement commercial dans lequel elles souhaitent se développer.



Dans le cadre de notre nouveau programme, nous proposons une solution globale:

- les jeunes entreprises obtiennent un soutien tangible du projet à la création d'entreprise
- l'adhésion complète volontaire à Swico incluant toutes les prestations, notamment l'assistance en matière juridique et réglementaire
- le transfert de savoir-faire de sociétés établies et une mise en réseau appréciable
- les sociétés informatiques qui participent déjà au marché peuvent dialoguer en toute simplicité avec les créateurs d'entreprise et les jeunes entreprises et trouver très facilement des partenaires potentiels pour des projets.
- Swico peut faire participer très tôt la génération suivante de sociétés informatiques au système de recyclage pour le secteur des TIC.

Le programme est gratuit et comprend deux parties:

Accompagnement par IFJ pendant la phase de préparation et de création

- TIC Business Idee Workshop: présentation et évaluation d'idées commerciales. Permet de cerner des chances de succès et les problèmes de l'indépendance.
- Séminaire pour les créateurs/trices Les éléments essentiels de la marche à suivre pour créer son entreprise: du modèle d'entreprise au financement et au développement d'une marque.
- TIC-Start-up STARTIMPULS: exposés liminaires sur des questions d'actualité dans le domaine économique et informatique, offrant des possibilités de réseautage.
- TIC-Start-up Blog

Adhésion Swico pour les startups

- Adhésion complète à Swico: gratuite l'année de création, 200 CHF/an de la 2e à la 5e année, ensuite cotisation selon le règlement. Résiliation possible en fin d'année.
- Contrats types Swico gratuits
- Conseil juridique
- Fiches techniques
- Plateforme employeurs avec une offre étendue de prestations pour les jeunes entreprises
- Gestion des enjeux politiques
- Conditions spéciales pour les annonces d'emploi sur ictjobs.ch
- Caisse de compensation facultative AK71

Progression du nombre de membres

Swico compte déjà plus de 500 membres à la fin de l'année 2017. Cette progression réjouissante est imputable, entre autres, au programme start-ups et à une présence renforcée en Suisse romande. Le secrétariat continue d'assurer la prospection dans l'ensemble du secteur des TIC. La prospection englobe la reprise d'associations plus petites du domaine des TIC et de groupements ayant une structure comparable qui continuent d'exister sous la forme de groupes d'intérêts au sein de Swico, EuroCloud Swiss qui en tant que groupe d'intérêt connaît un bel essor avec le soutien du secrétariat en est un exemple probant. Les comités Swico qui favorisent le transfert de connaissances entre les membres par l'intermédiaire du secrétariat sont un puissant argument en faveur de l'adhésion à Swico.

Swico – un chez-soi pour les créateurs d'entreprises informatiques

Alwin Meyer, Swisspeers est membre de Swico depuis le milieu de 2017 et fait partie du nouveau programme des start-ups. Comment cela s'est-il passé?

Nous cherchions une possibilité de mise en réseau dans le secteur des TIC pour nous adresser à des sociétés établies. Notre plateforme en ligne nous permet de proposer une solution alternative de financement qui est intéressante notamment pour les sociétés informatiques. Nous gérons une plateforme indépendante de crowdlending pour les PME. Les entreprises nous demandent des crédits pour financer leurs investissements ou leurs projets de développement. Nous évaluons leurs demandes et nous lançons sur notre plateforme un appel d'offres pour financer ces investissements. Ainsi, les entreprises peuvent obtenir un financement extérieur directement auprès d'investisseurs ou même d'autres entreprises, sans l'intermédiaire d'un établissement financier.

Quels sont pour vous les principaux avantages de votre présence au sein de Swico?

Swico nous apporte un soutien et offre un super package de prestations concernant de nombreux aspects organisationnels. Par exemple, nous avons accès aux contrats types ou bien nous recevons les fiches techniques Swico qui traitent de sujets importants. Par ailleurs, nous pouvons adhérer à la caisse de compensation AK71 par l'intermédiaire de Swico. Cela facilite beaucoup de choses pour une startup et permet, selon le canton, de réaliser des économies. En outre, le fait d'être membre de Swico renforce de toute évidence notre crédibilité et notre visibilité dans les médias et la branche.



Alwin Meyer, Andreas Hug et Stefan Nägeli (de g. à d.)

Recommanderiez-vous à d'autres start-ups d'adhérer à Swico?

Absolument! Rien que sur le plan financier, c'est intéressant pour les start-ups: l'adhésion est gratuite la première année et, de la deuxième à la cinquième année, la cotisation est légèrement supérieure à 200 francs par an. Cela permet d'avoir accès à un vaste réseau, à des prestations diverses et surtout de bénéficier dès le début d'une adhésion complète avec le droit de participer aux votes et aux élections dans les comités. On est intégré dès le début, même en tant que petite entreprise. ■

swico.ch/fr/adhesion/startups

Qui est Swisspeers, qu'est-ce que Swisspeers?

Alwin Meyer, Andreas Hug et Stefan Nägeli ont créé Swisspeers dans le but de rapprocher directement les entreprises à la recherche de crédits et les investisseurs. Swisspeers met en place une situation Win/Win/Win: les investisseurs trouvent des placements attractifs et judicieux, les entreprises trouvent des capitaux et ils créent ensemble de la croissance économique et renforcent l'économie suisse.

Swico House View

Les grands points forts technologiques de 2017 et leur importance pour le secteur informatique suisse

SWICO

L'association économique pour
la Suisse numérique

Moteurs, tendances et développements dans le secteur des TIC en 2017

Quelle est l'évolution des TIC et du secteur informatique? Il existe de nombreuses réponses à cette question et les études sur le sujet sont innombrables. Néanmoins, Swico s'est attelé à la tâche, avec les analystes de marché de Bitkom Research, pour dégager les grandes lignes de l'évolution technologique et de son influence sur notre pays ainsi que pour nous, les prestataires informatiques.

Notre intention en créant Swico House View était de rendre plus concrètes nos discussions avec les clients, les responsables politiques et les médias. En effet, il y a beaucoup de gens qui utilisent des termes techniques sans savoir exactement ce qu'ils recouvrent et de quoi il s'agit. Chez Swico, nous voulons forger des concepts clairs, les définir correctement et les présenter en suivant une méthodologie éprouvée. Les possibilités d'innovation, les implications sociétales et surtout les perspectives à court terme accompagnées de recommandations figurent au premier plan.

Swico House View doit permettre à nos membres de faire un état des lieux dans leur entreprise et, à l'extérieur, de se positionner par rapport aux tendances actuelles. Bien évidemment, Swico House View aura de plus en plus de valeur avec le temps grâce aux modifications et adaptations apportées chaque année, ce qui fera ressortir des axes de l'évolution technologique.

Mais Swico House View est aussi un instrument pour l'association qui doit permettre au comité directeur d'identifier les moteurs technologiques. Il est impératif de prendre en compte ces évolutions pour pouvoir évaluer correctement les conséquences à tirer au niveau de la politique économique et des conditions-cadres. En ce sens, Swico House View doit encourager les échanges sur les questions technologiques entre les membres de l'association. ■

swico.ch/houseview

Les points forts

- Big Data
- Cloud Computing
- Informatique cognitive
- Blockchain
- Internet of Things
- Plateformes numériques

Internet des Objets



Définition

On entend par Internet des Objets la connexion d'objets mécaniques à des services Internet qui comportent des points finaux clairement identifiables, qui communiquent sans intervention humaine, qui enregistrent des données physiques par l'intermédiaire de capteurs et qui contribuent à des processus physiques par le biais d'acteurs. Les objets ainsi connectés à un système logique peuvent exploiter des données et des services disponibles dans le monde entier.



Possibilités d'innovation pour les prestataires informatiques

Des prestations de service et des modèles commerciaux entièrement nouveaux apparaissent; le paysage des prestataires est modifié; les structures de création de valeur se transforment et il existe de nouveaux modèles de monétisation. Dans le domaine de l'industrie 4.0, le secteur informatique est un moteur d'innovation. Le potentiel du marché pour les prestataires informatiques n'est pas encore bien délimité – il est évident que le marché de l'informatique dans son ensemble connaîtra une croissance dynamique.



Possibilités d'innovation pour les utilisateurs de TIC

La connexion de l'Internet des Objets avec l'Internet des données et des services permet de numériser des processus commerciaux et ainsi de réduire les coûts, d'augmenter l'efficacité et d'améliorer la productivité. De plus, la numérisation de modèles commerciaux permet aux utilisateurs de développer des nouveaux produits et des prestations complémentaires, d'accroître ainsi leur chiffre d'affaires et de gagner des parts de marché.



Conséquences sociétales

L'Internet des Objets accélère la convergence des secteurs d'utilisation avec le secteur informatique, et quasiment tous les domaines de vie et de l'économie en tireront un avantage. Aujourd'hui déjà, des effets sensibles sont liés aux concepts d'immeuble intelligent, de la ville, l'usine, l'énergie, la mobilité, la logistique, l'administration intelligente ou encore de la santé intelligente.



Perspectives à court terme et recommandation pour les prestataires informatiques

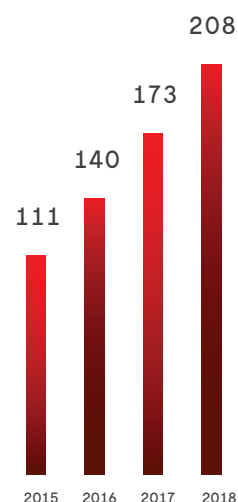
L'Internet des Objets constitue une nouvelle étape de la numérisation: des éléments de création de valeur numérique sont intégrés à tous les objets et processus réels. À court terme, cette évolution produira des effets sensibles dans des secteurs comme la logistique et le commerce.

En 2017, d'importants jalons seront posés. D'une part, des questions ouvrant des perspectives concernant la standardisation et la sécurité de l'Internet des Objets dans le contexte industriel (Industrie 4.0) seront abordées et, d'autre part, la course commencera entre les secteurs en ce qui concerne la répartition des augmentations de création de valeur qui se dessineront.

Il est conseillé aux prestataires informatiques de voir quelles prestations leur permettront de se positionner sur ce marché en croissance très prometteur. Le thème de la sécurité informatique devrait constituer une priorité.

La société Bitkom Research spécialisée dans les études de marché a réalisé pour le compte de Swico une analyse en plusieurs phases visant à identifier et évaluer les grandes tendances technologiques du secteur des TIC. Dans la première phase, elle a dressé une longue liste des technologies actuellement en discussion à partir de ses propres enquêtes et de vastes recherches documentaires. Dans une deuxième phase, elle a établi une liste succincte de technologies qui ont été évaluées sur la base de trois indicateurs (volume du marché, potentiel d'innovation, portée sociétale). En accord avec Swico, elle a sélectionné dans cette liste six technologies qui semblent particulièrement importantes pour les prestataires informatiques suisses. Ces technologies sont présentées dans cette publication.

Methodik



Marché européen de l'Internet des Objets, chiffre d'affaires en milliards d'euros

Source: EITO Report
«The Internet of Things in Europe»
en collaboration avec IDC

Double distinction

La Commission fédérale de coordination pour la sécurité au travail (CFST) a confirmé la prolongation de la certification de la solution sectorielle Swico pour la sécurité au travail et la protection de la santé jusqu'en 2021. Par ailleurs, le séminaire ERFA de Swico est reconnu par la Société suisse pour la sécurité au travail (SSST) et validé comme deux modules de formation permanente.

Les auditeurs du SECO ont contrôlé le concept de la solution sectorielle Swico pour la sécurité au travail et la protection de la santé et les documents correspondants au regard de la directive CFST relative à l'appel à des médecins du travail et

autres spécialistes de la sécurité au travail, et ont confirmé la certification officielle par la CFST jusqu'en 2021. Il est attesté que les entreprises qui mettent en œuvre intégralement la solution sectorielle autorisée et certifiée par la CFST répondent aux obligations légales en matière de sécurité au travail. Cette certification est donc l'un des principaux indicateurs de qualité pour une solution sectorielle et pour les entreprises qui l'adoptent.

Il sera encore plus intéressant à l'avenir de participer aux réunions d'échanges d'expériences ERFA de Swico. Nos séminaires offrent deux fois par an une plateforme aux responsables de la sécurité au travail et aux représentants des salariés des entreprises qui ont adopté la solution sectorielle Swico en matière de sécurité au travail et de protection de la santé. Désormais, la Société suisse pour la sécurité au travail (SSST) reconnaît les réunions d'échanges d'expériences ERFA de Swico et les valide comme deux modules de formation permanente. En ce qui concerne le personnel spécialisé dans le domaine de la sécurité, il est donc possible de faire prendre en compte le séminaire ERFA comme module de formation pour la recertification. Sa reconnaissance au titre de la formation initiale et continue par la Confédération est inchangée pour tous ceux qui s'intéressent à la sécurité au travail et la protection de la santé. ■



Nous vous offrons une garantie qualité pour votre sécurité

Anita Müller, spécialiste certifiée par la CFST, est responsable de la solution sectorielle Swico pour la sécurité au travail et la protection de la santé. Grâce à sa longue expérience, elle possède les connaissances aussi bien théoriques que pratiques et concrètes qui sont nécessaires. Elle apporte des conseils et une assistance aux entreprises adhérentes et continue de développer en permanence la solution sectorielle proposée.

Une présence renforcée en Suisse romande



Jean-Jacques Suter, membre du comité, est depuis janvier 2017 le visage de Swico en Suisse romande.

La Suisse romande s'est retrouvée sous le feu des projecteurs en 2017 et Jean-Jacques Suter, membre du comité de Swico, veillera à ce qu'on ne la perde pas de vue dans les années à venir. Certes, nous proposons la plupart des prestations de l'association dans les deux langues, mais Swico n'était pas suffisamment représenté sur place en Suisse romande. Membre du comité de Swico depuis de nombreuses années et désormais consultant indépendant, Jean-Jacques Suter qui est implanté à Mont-sur-Lausanne semblait prédestiné pour être l'ambassadeur de Swico en Suisse romande. Il a été auparavant CEO de Sage Suisse, fournisseur de logiciels ERP, pendant sept ans après avoir occupé des fonctions de direction dans d'autres sociétés comme Dell, HP, Compaq et Logitech. Il s'est constitué au cours de sa carrière un réseau unique de relations dont profitera Swico. Le roadshow agrémenté de petits-déjeuners qui nous a amené dans les principales villes de la Suisse romande a amorcé le renforcement de notre présence en Suisse romande. Nous allons prochainement mettre en place un groupe d'intérêt dédié spécialement aux questions des prestataires informatiques romands. ■

Les comités spécialisés Swico – conjuguer l'expertise des membres

L'expertise des comités spécialisés est au cœur du travail de l'association; ces comités représentent non seulement les adhérents mais garantissent que leurs intérêts soient défendus en première ligne.

Groupes d'intérêts (GI)	Cercles
Consumer Electronics	Communication
EuroCloud Swiss	Ressources humaines
TIC Business & Innovation	Droit de l'informatique
Imaging.ch	Affaires réglementaires
Imaging, Printing, Finishing	Service Management
Sécurité des informations	
Logiciels, prestations informatiques et du conseil	

Communication

A-t-on besoin de journalistes pour rédiger des textes sur l'informatique ? Le cercle Communication a invité des journalistes et des responsables de communication à participer à un dialogue ouvert et critique à partir de ce questionnaire.

Consumer Electronics

Frank Zelger, Chief Customer Officer chez upc, était l'invité du déjeuner annuel qui avait pour thème «L'avenir de la télévision». L'intervention de Chris Hanan, partenaire de Webrepublic, dans le cadre de cette rencontre avait pour thème l'innovation et les possibilités offertes par le marketing numérique.

EuroCloud Swiss

Les membres du conseil consultatif de EuroCloud Swiss se sont engagés, activement et amplement, en faveur d'une Suisse numérique dans le cadre des réunions du comité consultatif, par la publication régulière de chroniques dans le magazine spécialisé IT Markt, dans le cadre de manifestations, du livre blanc et du cloud maturity check.

Ressources humaines

Les responsables de ressources humaines se sont penchés notamment sur les implications de la loi sur la protection des données sur les processus RH et ont formé un groupe de réflexion sur la gestion des générations.

TIC Business & Innovation

Ce groupe d'intérêt s'est penché sur les innovations que nous apportera l'intelligence artificielle, les nouveaux moyens de pallier au manque de personnel spécialisé dans le secteur informatique, les méthodes de gestion qui rendent les entreprises non seulement plus souples mais aussi plus performantes et sur ce qui est important dans les logiciels open source.

Imaging, Printing, Finishing

Les réunions se sont concentrées sur les développements en cours dans le secteur et les échanges entre les membres.

Imaging.ch

Les personnes intéressées ont eu cette année un aperçu captivant d'autres mondes (de l'image): le rôle de l'image dans la presse était le sujet de l'intervention du rédacteur en chef images du Tages-Anzei-

ger et le principal thème de la réunion des membres concernait les mondes virtuels et leur fiabilité au quotidien.

Sécurité des informations

De quelles normes de sécurité a besoin l'IoT? Comment sensibiliser l'industrie à la cybersécurité? Le comité consultatif s'est penché l'an dernier en premier lieu sur ces questions.

Droit des TIC

Les évolutions et exigences actuelles sont suivies avec le regard de l'expert juridique; le comité assiste le secrétariat avec des analyses et des conseils. Et notamment cette année dans le cadre de la consultation relative à la révision totale de la loi sur la protection des données.

Affaires réglementaires

Les réunions d'experts ont porté essentiellement sur un large éventail de thèmes concernant les enjeux et les évolutions de la réglementation dans le domaine d'action de Swico.

Services Management

La visite des installations de production de Zweifel a permis aux personnes intéressées de découvrir comment Service 4.0 fabrique les meilleures puces au monde. Et la deuxième manifestation organisée par le cercle a répondu à l'attente de ceux qui voulaient en savoir plus sur la numérisation, les services intelligents et l'automatisation des processus.

Logiciels, prestations informatiques et du conseil

Les réunions du comité consultatif ont porté essentiellement sur les compétences clés qu'exigera le nouveau monde du travail et les défis futurs pour les entreprises sur le marché de l'emploi. ■

Une question d'actualité

Suisse Public, 13-16 juin 2017, Bernexpo



▲ Vous êtes adepte de la collecte ou en êtes resté au stade de l'incinération des déchets ? C'est la question que nous avons posée aux participants de Suisse Public, le plus grand salon professionnel pour les collectivités publiques et les grandes entreprises organisé en Suisse. Ils ont tout appris sur les règles de l'art du stockage et du transport d'appareils contenant des batteries au lithium ...



▲ Notre équipe sympathique et compétente donne des conseils sur le stand: Roger Gnos, Regula Kocher, Lara König et Martin Zuppinger (de gauche à droite).

Une implication totale

9 championnat de golf de Swico,
22 août 2017, club de golf Schloss Goldenberg

▼ Environ 70 golfeuses et golfeurs nous ont montré à nouveau en 2017 de quoi ils étaient capables sur le terrain. Comme Sandra Herkle de l'ETH de Zurich qui a terminé le tournoi malgré sa blessure, accomplissant ainsi l'une des performances les plus remarquables de cette manifestation.



En exclusivité

eWaste Forum, 23 juin 2017, Landesmuseum Zurich

▲ Dans le cadre du eWaste Forum, Swico Recycling en collaboration avec la fondation SENS a invité la communauté du recyclage à un échange d'idées au Landesmuseum. A cette occasion, Fabien Schnell d'Avenir Suisse a présenté en exclusivité les conclusions de l'étude intitulée «Economie du traitement des déchets et du recyclage» qui concerne la Suisse.



▲ L'intervention de Sita Mazumder qui est professeur d'économie et spécialiste de la criminalité dans le domaine économique et qui mène des recherches dans le domaine de la cybercriminalité a été absolument brillante. Elle a donné un aperçu qui réservait des surprises mais aussi certaines inquiétudes ...

Des forces obscures

Assemblée générale, 9 mai 2017, dirigeants d'entreprise à Zurich



▲ ... et qui a surtout fourni de nombreux sujets de conversation pour l'apéro

Ancré dans la réalité

Tweetup, 17 mai 2017, secrétariat de Swico

▼ Tweetup-Zürich veille à ce que les échanges via les réseaux sociaux ne soient pas uniquement virtuels mais se déroulent aussi régulièrement dans le monde «réel». Nous avons profité de l'occasion pour inaugurer notre nouvel espace de coworking que nous mettons aussi à la disposition des non-utilisateurs de Twitter.



▲ Thomas Wickart qui a lancé Tweetup-Zürich avec le directeur de Swico, Jean-Marc Hensch

Rapport annuel 2017 de Swico Recycling

Nous nous limitons aux aspects essentiels et renvoyons le lecteur au rapport détaillé et aux chiffres clés disponibles sur swicorecycling.ch

Un creux toujours sensible au niveau des téléviseurs

La miniaturisation des équipements informatiques ne s'arrête pas et le passage des tubes cathodiques aux écrans plats réduit le poids des téléviseurs qui représentent une grande partie du volume des appareils recyclés par Swico. Ainsi, le nombre d'appareils recyclés a encore augmenté en 2017 mais le poids total des appareils électriques usagés collectés a en revanche été ramené à 48 525 tonnes (-7,3 %).

Progression du nombre de participants

Le système de reprise de Swico recycling basé sur le volontariat continue d'être très prisé par les fabricants et les importateurs de matériel informatique, d'électronique grand public & co. Le nombre de signataires de la convention est passé de 526 à 568 (+ 8 %). On peut se réjouir de voir qu'en Suisse, le nombre de profiteurs qui peuvent compromettre un système basé sur la solidarité n'est pas significatif.

Des fluctuations de cours maîtrisées

Swico Recycling est exposé aux fluctuations des cours de matières premières et des cours de change en raison du modèle d'indice utilisé pour l'indemnisation des entreprises de recyclage. Le comité de Swico Recycling a présenté des simulations lors de son séminaire et des informations sur les perspectives à moyen terme ont été fournies par des spécialistes externes. Il est parvenu à la conclusion que les risques peuvent être supportés et maîtrisés même en cas de scénarios exceptionnels.

Nouvelle durée de contrat

A la suite de la remise d'offres compétitives, les coûts du recyclage ont pu être sensiblement réduits à partir de 2017, du fait de l'incidence positive de la hausse des cours des matières premières sur l'indice. La commission technique de Swico a invité pour la première fois les entreprises de recyclage à participer à sa réunion afin de resserrer le lien entre les entreprises et les auditeurs. Cela permet de thématiser suffisamment tôt en session plénière les questions des deux côtés, au lieu de le faire a posteriori dans le cadre d'audits.

La qualité arrive sur des roulettes

Les contrats conclus avec les centres de collecte ont été renouvelés, avec une modification majeure concernant l'augmentation des taux de rémunération des centres de collecte qui doit compenser les frais supplémentaires dus éventuellement au passage du transport en vrac à l'utilisation de palettes avec des cadres. Swico Recycling avait sous-estimé les frais liés à cette modification. Pour trouver partout des solutions satisfaisantes, il a fallu une bonne partie de l'année 2017. A long terme, cet investissement des centres de collecte et de Swico Recycling dans la qualité et la préservation des ressources s'avèrera certainement bénéfique.

Le contrôle est indispensable

Les consommateurs pensent que les produits remis sont entièrement recyclés et que les données encore contenues éventuellement dans les appareils ne tomberont pas entre de mauvaises mains. Swico Recycling s'engage donc à assurer un suivi concernant les signes qui laisseraient penser que tout ne se passe pas correctement dans un centre de collecte et que, par exemple, des appareils usagés sont revendus. Désormais, nous engageons dans certains cas des agents infiltrés. Mais ces indices s'avèrent le plus souvent sans fondement, ce qui est une information importante et satisfaisante.

Vers une contribution de recyclage préalable (CRP) en 2019

De même qu'il faut toujours suivre les dépenses en lançant des appels d'offres, il faut toujours examiner le volet des recettes. Dans le cadre d'une analyse globale, le comité de Swico Recycling est parvenu à la conclusion qu'aucune révision générale des contributions de recyclage anticipées n'était nécessaire. Mais l'insuffisance de couverture des coûts pour le recyclage s'accroît, notamment en ce qui concerne le transport des écrans plats qui sont de plus en plus grands. Il faut donc examiner d'autres échelles de prix pour les diagonales d'écran de très grandes dimensions.

Des vents contraires au niveau politique

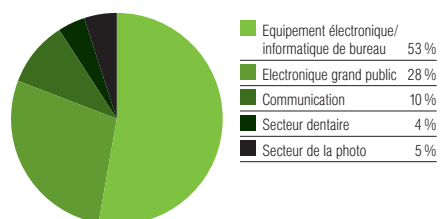
Du point de vue de l'économie nationale, les avantages des systèmes de reprise basés sur le volontariat comme dans le cas de Swico Recycling sont incontestables. Une expertise du think tank Avenir Suisse présentée dans le cadre du forum eWaste en 2017 l'a démontré. D'un autre côté, certains responsables politiques restent partisans de relever les défis futurs en nationalisant entièrement tous les systèmes. Swico Recycling s'y opposera résolument.

Une situation financière équilibrée

Le dernier exercice a été un succès sur le plan financier pour Swico Recycling. La couverture du marché dans son ensemble par les fabricants et les importateurs ainsi que les nouveaux contrats conclus avec les prestataires ont eu une incidence positive sur les comptes annuels du fonds à but non lucratif Swico Recycling. Les réserves couvrant les engagements latents liés à l'élimination des déchets s'élèvent à 38,8 millions de CHF et correspondent aux coûts de l'entreprise sur une période de 15 mois (14,3 l'exercice précédent), un niveau qui est supérieur aux 12 mois fixés par le comité. ■

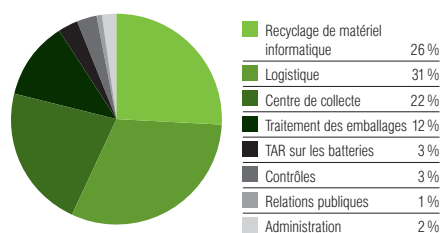
Signataires de la convention

Par secteurs

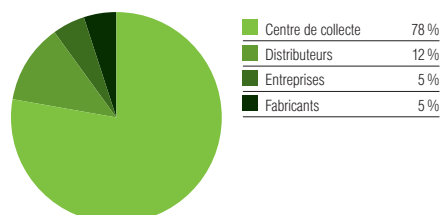


Pourcentages des coûts

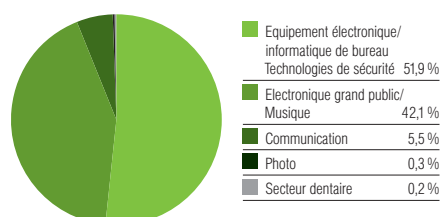
Dépenses en % des coûts totaux



Provenance des produits



Volumes par secteurs



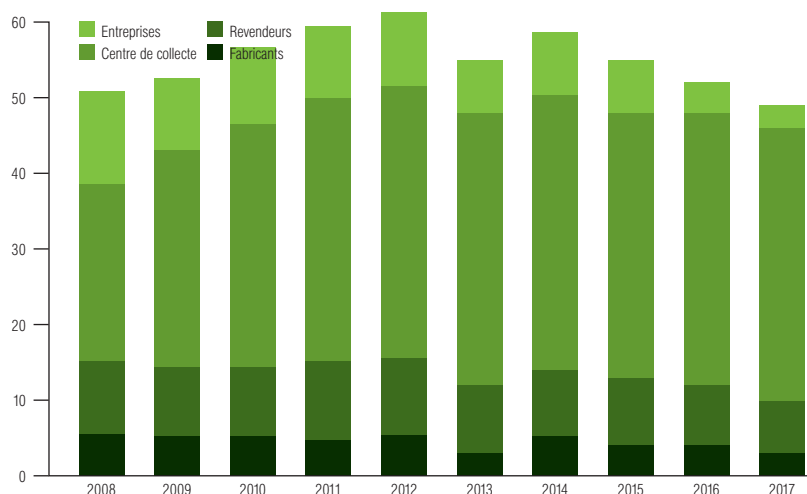
Indicateurs 2017

(en kCHF)

Recettes provenant des TAR signataires A	6 458
Recettes provenant des TAR signataires B	20 420
Actifs	45 832
Engagements latents liés à l'élimination des déchets	28 738
Engagements de sécurité liés à l'élimination des déchets	10 088

Volumes et catégories

(Volumes repris en milliers de tonnes. Volume total 2017: 48 525 tonnes (2016: 52 362 tonnes))



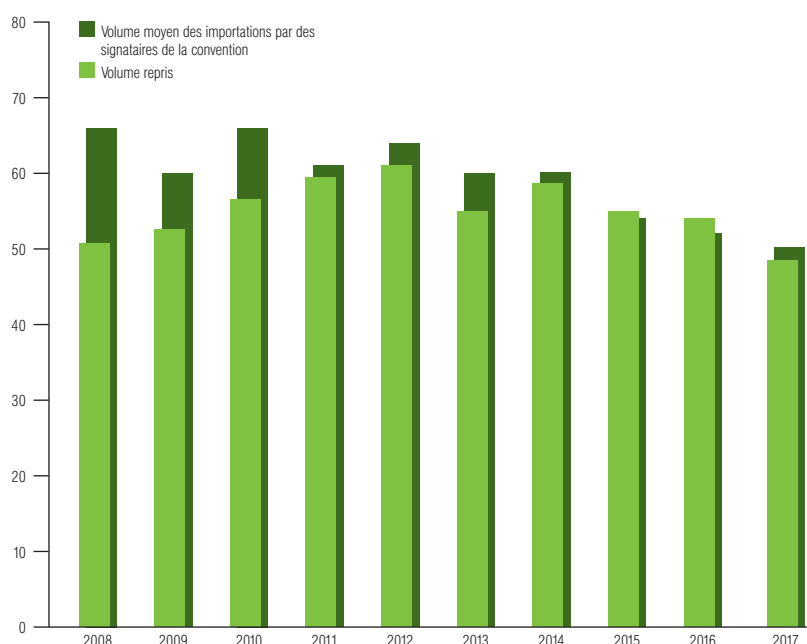
Charges et résultat

(en kCHF. Charges 2017: 27.0 / Bénéfice 2017: 28.3)



Taux de recyclage

(Volume repris en milliers de tonnes)



Organes et comités*

Comité de direction

Andreas Knöpfli, Peakteq GmbH, président
 Pierre Muckly, MpConseil GmbH, vice-président
 Urs Fischer, Panasonic Marketing Europe GmbH
 Markus Gröninger, Avaloq Sourcing (Switzerland & Liechtenstein) SA
 Alain Gut, IBM Suisse SA
 Barbara Josef, 5to9 AG
 Stephan Koller, Agfa Graphics Switzerland AG
 Stefan Metzger, Cognizant Technology Solutions AG
 Adrian Müller, HP Schweiz GmbH
 Jean-Jacques Suter, PMEpower
 Ruedi Wipf, Consor SA
 Arno Zindel, Canon (Suisse) SA

Swico Recycling Board

Jean-Marc Hensch, Swico, président
 Eric Hubacher, ESAG AG
 Brigitte Baldegger Schmieder, Canon (Suisse) AG
 Siegfried Dewaldt HP Deutschland GmbH
 Edwin Duss, ALSO Suisse SA
 Arnold Distel, Media Markt Management AG
 Stefan Hildebrand, Novis Electronics AG
 Martin Kathriner, Samsung Electronics Switzerland GmbH
 Roger Keller, upc cablecom GmbH
 Christoph Schweizer, Xerox AG

Sous-commission Equipements de bureau/informatique

Christoph Schweizer, Xerox SA, président

Sous-commission Télécommunications

Roger Keller, upc cablecom S.A.R.L., président

Sous-commission Electronique grand public

Beda Grischott, Sony Europe Limited, présidente

Commission Sécurité au travail

Anita Müller, Swico, présidente

Commission Droit de l'informatique

Peter K. Neuenschwander, Suffert Neuenschwander & Partner, président

GI Consumer Electronics

Urs Fischer, Panasonic Marketing Europe S.A.R.L., président

GI EuroCloud Swiss

Stefan Kunz, Itesys AG, président

GI TIC Business & Innovation

Jean-Jacques Suter, PMEpower, président

GI Imaging, Printing, Finishing

Pierre Muckly, MpConseil S.A.R.L., président

GI imaging.ch

Arno Zindel, Canon (Suisse) SA, président

GI Sécurité des informations

Umberto Annino, InfoGuard AG, président

GI Logiciels, prestations informatiques et du conseil

Alain Gut, IBM Suisse SA, président

Cercle Communication

Cornelia Oberholzer Nyman, NetApp Switzerland GmbH, présidente

Cercle Ressources humaines

André Weber, Samsung Electronics Switzerland GmbH, président

Cercle Affaires réglementaires

Jean-Marc Hensch, Swico, président

Services Management Circle

Erwin Zollinger, Toshiba Medical Systems SA, président

Organe de révision

Ernst & Young

* État au 31.12.2017, liste des membres des comités disponible sur Internet.

Collaborateurs

Jean-Marc Hensch, directeur général
 Dennis Lackovic, CFO, membre de la direction
 Giancarlo Palmisani, responsable des services de l'association, membre de la direction
 Laura Baier, Administration
 Sarah Frey, responsable de la communication
 Roger Gnos, responsable du service du contrôle technique
 Christa Hofmann, Head Legal & Public Affairs
 Mariangela Logozzo, administration
 Anita Müller, responsable du domaine sécurité au travail
 Giuseppe Sampietro, responsable du domaine énergie
 Andreas Seiler, Community & Social Media Manager
 Marcel Vogel, spécialiste Regulatory Affairs
 Stephan Vollmer, CIO, Head of Administration
 Sarah Zanca, Administration
 Martin Zuppinger, contrôle technique en Suisse romande

Adhésions

Swico fait partie des organisations suivantes:

- alliance-reflexion-suisse
- BITKOM Research
- Fédération des utilisateurs suisses de droits d'auteurs et voisins (DUN)
- Digitaleurope
- economiesuisse

- agence-énergie-appareils électriques (eae)
- ICT Switzerland
- Association Suisse pour Systèmes de Qualité et de Management (SQS)
- Union patronale suisse
- Swiss Data Alliance
- Swiss Recycling
- Les Examens fédéraux d'organisateur
- VSIG Commerce Suisse
- WEEE Forum
- Association zurichoise des maîtres d'apprentissage en informatique (ZLI)

Participations

- SIZ AG
- WEEE Europe

CALENDRIER 2018

15.5.2018	Assemblée générale, Zurich
27.6.2018	eWaste Forum, Zurich
21.8.2018	10ème championnat de golf de Swico, Golfclub Schloss Goldenberg

Chiffres clés 2017*

Adhérents (nombre)	502
Cotisations d'adhésion (KCHF)	691
Résultat net (KCHF)	13
Total du bilan (KCHF)	2727

* hors activités de recyclage (voir page 15)

Informations légales

Édition: Swico, © 2018, Zurich

Swico

Josefstrasse 218
 8005 Zurich
 Téléphone + 41 44 446 90 90
 Fax + 41 44 446 90 91
 info@swico.ch
 www.swico.ch

Credits photos: Thomas Enzeroth, Heike Bauer (Tweetup p. 13), Swisspeers (p. 7), PMEpower (p. 10)